

*Défendre nos*  
**idées**

MOT D'OUVERTURE

*30<sup>e</sup> Congrès - 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2012*

**ENSEIGNER • MILITER • PROGRESSER**

---

**fneeq**   
CSM



Monsieur le président de la CSN,  
Madame la présidente du Conseil central de la Montérégie,  
Distingués invité-es,  
Chers délégué-es,

C'est avec un immense plaisir que nous allons ouvrir, dans quelques instants, le 30<sup>e</sup> Congrès de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, votre FNEEQ. Le congrès, c'est un moment privilégié pour faire le point, pour jeter un coup d'œil sur le passé récent, mais surtout, pour se projeter dans l'avenir et convenir ensemble de ce que devront être les lignes de forces de notre travail au cours des prochaines années.

Le mandat qui s'achève a été très intense. Dès le début, nous avons été happés par la campagne d'affiliation résultant de la dissolution de la Fédération autonome du collégial, la FAC, dont une douzaine de syndicats devaient venir joindre nos rangs au cours des mois suivants. Cette campagne a été très exigeante pour la nouvelle équipe d'élu-es et pour les salarié-es, qu'elle a fait démarrer sur les chapeaux de roues.

Ce rythme effréné ne devait pas ralentir. Une fois les nouveaux syndicats accueillis, nous sommes passés d'un dossier majeur à un autre, le mandat 2009-2012 étant marqué tour à tour par la grève éprouvante menée par le Syndicat des chargé-es de cours de l'Université de Montréal, au regroupement privé par l'arrivée de nouveaux syndicats et le développement d'une nouvelle dynamique de concertation sur les enjeux des conventions collectives, plus riche, mais plus exigeante. Puis ce fut la négociation du secteur public, dont on sait l'énergie qu'elle a demandée au regroupement cégep et les tiraillements qu'elle ne manque jamais de provoquer. Nous avons fait des gains sur le plan sectoriel, mais le résultat sur le plan salarial, combiné à l'absence d'une coordination politique serrée qu'avait réclamée la CSN au sein du Front commun, a généré beaucoup de déception dans nos rangs. Le regroupement cégep a fait son bilan et les recommandations qu'il contient ont été portées à la CSN.

Peu après, nous vivions la campagne de syndicalisation des chargé-es de cours à McGill, qui, couronnée de succès, a été elle aussi très exigeante, mais a amené à la FNEEQ plus de mille nouveaux membres. Quant à la dernière partie du mandat, elle a été marquée par la lutte étudiante, sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Mais au-delà de toutes ces batailles et de tous ces dossiers, qui ont monopolisé les énergies de l'équipe et dont nous ferons le bilan un peu tard au cours du congrès, il importe surtout de dire ce qu'est devenue la FNEEQ au fil de ces événements.

Pour nous, la fédération sort plus forte de la période qui s'achève. Nous en voulons pour preuve la participation exceptionnelle à toutes nos instances, les conseils fédéraux et les réunions dans les trois regroupements, qui sont suivis de près par la grande majorité de nos syndicats. Nous sommes un pôle d'attraction important en enseignement supérieur et il ne serait pas surprenant de voir nos rangs grandir encore au cours de la prochaine période.

Nous jugeons optimal l'équilibre qui s'est installé entre l'autonomie des regroupements et la vie fédérale. Nous avons réussi à mieux nous écouter entre nous. La réalité des chargé-es de cours est mieux connue dans la fédération, celle des syndicats du privé a été largement prise en compte dans l'élaboration de nos positions sur l'école privée. Les difficultés que vivent les cégeps de régions sont portées par l'ensemble du regroupement et les débats que nous avons eus là-dessus, que ce soit dans le cadre de la négociation de la convention collective ou dans celui de la préparation du forum de l'automne prochain sur cette question, auront permis aussi, au passage, de sensibiliser les syndicats de régions à la réalité des cégeps urbains de plus grande taille. Même si la tournée pré-congrès a montré que d'importants défis restent à relever, elle a tout de même confirmé que nos syndicats sont globalement fiers d'être à la FNEEQ, et que les membres de la base sont prêts à s'y impliquer encore davantage.

Tout cela fait de la FNEEQ une organisation solide et militante. Nous pouvons, bien sûr, faire encore mieux et plusieurs propositions soumises au congrès vont dans ce sens. Ainsi, nous souhaitons mieux cibler le travail des comités au cours de la prochaine période, mais surtout renforcer notre cohésion et notre capacité d'agir.

Au vu des défis qui nous attendent dans les années qui viennent, nous aurons besoin d'être meilleurs. Et c'est à cette enseigne que veut loger le congrès qui débute aujourd'hui et dont le thème nous ressemble : Enseigner, militer, progresser.

## ENSEIGNER

Nous sommes d'abord et avant tout des enseignantes et des enseignants. Éduquer, transmettre des connaissances, mais aussi le goût d'apprendre, participer à la formation intellectuelle des jeunes, c'est un travail exigeant et difficile. Il est inconcevable de l'accomplir sans un amour profond pour la jeunesse qui représente la société en devenir, et il est indissociable d'un engagement profond envers la dimension citoyenne de la formation.

Bien faire notre travail suppose que les conditions de son exercice soient appropriées et c'est pourquoi nous soumettons qu'il n'y a pas de différence entre le statut d'enseignant et celui de

syndiqué. En travaillant à bonifier nos conditions de travail, nous cherchons un meilleur système d'éducation et, partant, on pourrait dire qu'il n'y a qu'un seul point à l'ordre du jour de toutes nos assemblées et instances syndicales : la qualité de l'éducation.

À titre de travailleuses et de travailleurs de première ligne, nous sommes de loin les mieux placés pour relever les problèmes du système d'éducation, pour en repérer les dérives et pour revendiquer les solutions appropriées. Nous ne devons pas avoir peur de le dire haut et fort.

Or, il est clair que notre expertise professionnelle et que notre zone d'influence politique, relativement à l'évolution du système d'éducation, ont été mises à mal durant les dernières années. Certes, nous sommes périodiquement consultés par le Conseil supérieur de l'éducation, mais on nous oublie lorsque de vastes réformes sont envisagées, qu'on parle de celle qui a été imposée au primaire et au secondaire, qu'on parle de l'avenir des universités ou de l'optimisation des programmes au collégial.

Ils sont nombreux à travers le monde, les gouvernements qui entendent policer notre travail, l'encadrer encore et toujours davantage et vouloir en mesurer les résultats pour nous en rendre imputables.

Le credo néolibéral appelle à scruter attentivement toutes les dépenses de l'État et à en évaluer la rentabilité. L'éducation n'échappe pas à la règle et il se trouve des élus pour s'étonner qu'autant de millions ne « produisent » pas davantage de diplômes. Certains en déduisent même que nous ne savons pas y faire, que nous ne faisons que résister aux changements, et que les syndicats protègent des incompetents.

Ainsi, les gérants d'estrade sont-ils nombreux, qui pour proposer que le secteur privé se mette de la partie par le biais de fondations, qui pour remettre en cause la sécurité d'emploi dans l'éducation, qui pour mettre au point des contrats de performances qui négligent de faire cette différence élémentaire, mais fondamentale, entre l'obligation de moyens et l'obligation de résultat. Et si nous critiquons ces approches, on nous taxera de corporatisme.

Il n'est pas difficile de comprendre d'où vient cette pression nouvelle sur l'école. Il y a d'abord le marché du travail : les emplois évoluent et se complexifient, on évoque un manque de travailleuses et de travailleurs qualifiés. Lors du forum organisé là-dessus par la ministre Beauchamp, le gouvernement chiffrait à 700 000 les emplois à combler dans les prochaines années et de ce nombre, il y en a 100 000 qui nécessiteraient un DEC. C'est une situation que plusieurs qualifient d'urgente : clairement, cela fait augmenter les attentes envers le système scolaire en général et envers les cégeps en particulier.

Mais il y a beaucoup plus que ça. Il y a aussi une prise de conscience assez générale dans la société, peut-être un peu diffuse, mais bien réelle, que dorénavant l'éducation et la formation sont devenues des passeports incontournables d'insertion et d'émancipation sociale. Les parents, indépendamment de leur milieu socio-économique, comprennent très bien que, dans la société qui est en train de se développer, les personnes qui ne disposeront pas d'une solide formation qualifiante risquent fort d'être exclues. Et ça aussi, ça met une pression énorme et accentuée sur les épaules de l'école.

Il y a pourtant une contradiction flagrante. On clame sur tous les toits que l'éducation doit être une priorité, mais les gestes concrets, susceptibles de répondre à cette préoccupation, se font partout attendre, alors qu'on observe plutôt une tendance à couper des vivres aux systèmes scolaires.

Tout le monde s'inquiète des hauts taux de décrochage, d'échec et d'abandon. Mais on sous-estime, et de beaucoup, l'ampleur de l'effort éducatif et social que suppose une véritable prise en charge de ce problème complexe. Nous sommes bien placés pour savoir que d'amener plus de jeunes à réussir leurs études, ce n'est pas une simple « augmentation de la productivité ».

Parce que l'éducation est un besoin social fondamental et collectif directement lié aux chances d'épanouissement personnel, parce que les savoirs appartiennent à l'ensemble de la société et non pas seulement à ceux qui sont plus fortunés après avoir fait des études, on peut parier que le peuple québécois souhaite, comme nous, offrir à la jeunesse un système d'éducation véritablement démocratique, capable d'offrir à tous les jeunes un véritable milieu de vie et permettant à chacune et à chacun de développer l'ensemble de son potentiel humain.

Mais nos gouvernements sont-ils prêts à faire les efforts nécessaires? Nous n'en sommes malheureusement pas sûrs. Tout se passe au contraire comme si le message aux enseignantes et aux enseignants était : vous ne devez pas seulement faire plus avec moins, vous devez faire beaucoup plus, avec moins, et ce, dans des conditions plus difficiles qu'avant.

La conjugaison d'une volonté pressante d'améliorer les taux de réussite à celle d'une diminution des moyens qui sont consentis à l'éducation est très dangereuse. Quand on veut s'attaquer sans moyens à un problème qui a autant d'envergure, le risque est grand qu'on adopte des solutions qui empirent le mal, et les dérives qui nous guettent sont nombreuses.

Instrumentaliser les programmes. Remettre en question la formation générale. Abaisser les standards. Oublier que l'échec fait aussi partie du processus d'apprentissage. Aviver une concurrence malsaine entre les établissements, imposer des critères d'évaluation institutionnels qui, par exemple, donnent préséance au nombre de diplômes, en oubliant que la qualité de l'éducation se mesure à l'étendue du chemin qu'on a fait parcourir à nos étudiantes et à nos étudiants, et non à l'endroit précis où on peut les amener.

Parce que nos gouvernements sont incapables de vision quant à l'avenir de l'éducation, et parce qu'ils souscriront encore, à l'avenir, à une approche mercantile et managériale de l'éducation, nous aurons dans les prochaines années d'autres batailles à mener.

Et rien ne peut mieux nous instruire sur le contexte politique dans lequel nous devons les livrer que le conflit étudiant que nous avons vécu ce printemps.

## MILITER

La vaste contestation étudiante que nous avons vécue cet automne, la plus importante de l'histoire du Québec, nous interpelle à trois niveaux.

D'abord, évidemment, sur le fond. Les étudiantes et les étudiants ont soulevé une question importante, qui dépasse largement la stricte augmentation des droits de scolarité et l'effet de cette dernière sur l'accessibilité aux études supérieures. Contester la hausse des droits de scolarité, c'est en effet contester toute l'approche tarifaire du gouvernement, c'est remettre en question le mode de financement des universités et la gestion qu'elles en font, et c'est aussi réclamer un débat approfondi sur l'accessibilité aux études supérieures.

Or ces enjeux ont été soulevés, ironiquement, dans le contexte d'un consensus absolument complet, au Québec, un constat qu'on retrouve dans la bouche du gouvernement comme dans celle des lucides, mais aussi du côté des étudiants, des syndicats et de groupes de la société civile : tous sont d'accord sur le fait que l'univers dans lequel évoluent les universités a profondément changé en une douzaine d'années.

Qu'il suffise de mentionner les effets de la mondialisation, qui poussent les universités à une concurrence effrénée non seulement sur le plan national, mais aussi au niveau international. Cette concurrence génère des volontés de comparaisons et de classements qui, comme nous l'avons signalé au Conseil supérieur de l'éducation, sont porteurs de dérives importantes qu'on observe déjà dans d'autres pays.

Autre changement majeur : pour une foule de raisons, c'est une fraction de plus en plus importante de la jeunesse qui, au sein d'une société, doit fréquenter l'université et la fréquenter de plus en plus longtemps. N'y a-t-il pas là une nouvelle donne qui devrait nous inciter à revoir globalement la condition financière étudiante?

Comment ne pas admettre aussi que les rapports entre la recherche universitaire et l'entreprise privée se sont prodigieusement développés au cours de la dernière décennie, au point que certains craignent une socialisation des coûts et une privatisation des profits?

Oui, tout le monde est d'accord là-dessus, il y a eu d'importantes mutations à l'intérieur comme à l'extérieur de l'université. Et au lieu de chercher les moyens de faire le point sur l'ensemble de la question, au lieu de proposer à la société québécoise une réflexion sérieuse sur l'avenir des universités, ce gouvernement qui a imposé des coupures de 30 millions dans les cégeps et qui se prépare à exiger plus de 100 M\$ d'économies aux commissions scolaires, a accepté spontanément une petite démonstration puérile de la CRÉPUQ et décidé que pour garder nos universités « compétitives », il fallait nécessairement hausser les droits de scolarité.

Aucun examen préalable des missions des universités, aucun examen de leur gestion financière, aucun examen des modes de financement, aucun essai pour trouver une alternative. Au titre du fond de la question, le dossier a été mené dès le départ de la pire manière qui soit. L'endettement étudiant va augmenter, la mixité socio-économique va diminuer de manière importante et des milliers de jeunes adultes québécois, obligés par leur situation de fréquenter à temps partiel les universités, seraient frappés de plein fouet par cette hausse qui va, sans que cela paraisse dans les statistiques, en décourager plusieurs de poursuivre ou d'entreprendre des études universitaires. Et nous n'aurons pas pu nous prononcer, socialement, sur le type d'université que nous voulons et dont nous avons besoin.

Voilà pour un premier niveau d'analyse. Mais au-delà de l'enjeu que constitue l'avenir des universités, le conflit étudiant a aussi posé avec acuité la question du droit de protester, dans une société démocratique. Que vaut ce droit? À l'examen chronologique du mouvement, il apparaît clair que dans l'espace politique actuel au Québec, il ne s'agit que d'un droit de façade, une espèce de possibilité cosmétique et sans conséquence d'exprimer un désaccord.

Que faut-il faire en effet pour être entendu? Les étudiantes et les étudiants ont mis en place un dispositif de pression qui leur nuisait d'abord à eux-mêmes et qui, partant, n'avait qu'une conséquence politique. On ne peut pas les accuser d'avoir pris qui que ce soit en otage, du moins dans les deux premiers mois du conflit. Ils ont protesté dans le calme, de manière



articulée et civile. Ils ont recueilli des appuis nombreux, notamment des centrales syndicales, dont l'importance devrait être reconnue dans la société civile. Le 22 mars, 200 000 personnes marchaient dans les rues de Montréal pour les appuyer, un jour de semaine. Réponse du gouvernement : nous ne bougerons pas!

Le conflit pourrait ensuite et on assiste à quelques dérapages, à des actes de violence que, sans cautionner ni accepter, nous osons comprendre. Et dès lors, ces actes serviront de prélude à une montée de la tension, qui obnubile dès ce moment le fond du conflit. Répétons-le : que faut-il faire dans une société démocratique pour être entendus, si sur un enjeu d'importance une contestation large, organisée et pacifique ne donne aucun résultat, et qu'une contestation plus radicale attire immédiatement la répression? Il y a là un problème majeur. La dictature, c'est ferme ta gueule et la démocratie, c'est cause toujours : voilà le monde politique dans lequel nous vivons. Nous croyons pour notre part qu'une démocratie réelle ne peut se réduire à un vote tous les quatre ans.

La vérité, c'est que notre culture politique est profondément idéologique et que le pouvoir ne peut rien céder, ni surtout reconnaître qu'il a mal posé au départ une question importante. L'appui populaire au mouvement étudiant était environ de 50 % à la fin de mars. Nous pensons que dans une démocratie saine, quand un gouvernement constate sur une question importante un tel désaccord social, il a la responsabilité de l'admettre et de prendre les moyens nécessaires à développer un consensus social. Et dans le cas qui nous occupe, ces moyens-là existaient.

Sur le plan démocratique, l'attitude du gouvernement a donc aussi été déplorable. Au lieu de faire des leçons de démocratie aux étudiants, suggérons que Jean Charest aurait dû soumettre sa loi spéciale à un vote secret : une poignée seulement de députés libéraux et caquistes torturés par leur conscience auraient pu faire basculer le vote.

Nous avons, certes, contesté avec d'autres cette loi devant les tribunaux. Mais cette situation juridique est en soi d'une ironie profonde. Non seulement s'agit-il de recours très coûteux, ce qui est un peu spécial quand on songe qu'une violation des chartes est invoquée, mais encore les délais nécessaires à cette contestation risquent fort de dépasser le temps d'application de la loi 12.

Finalement, dans cette foulée et comme si ce n'était pas assez, il faut aussi mentionner ces attaques, frontales ou latérales, auxquelles ce conflit a donné lieu contre la liberté d'association et de représentation. La légitimité des décisions démocratiques d'associations reconnues par la loi a été, dès l'imposition d'injonctions, systématiquement opposée au droit

individuel. Il y a longtemps que cette question a été civilisée dans le cas des relations de travail : elle reste à établir dans le cas des associations étudiantes.

À ces trois égards, donc, sur le fond de la question, sur la culture démocratique et sur la liberté d'association, l'attitude du gouvernement a produit un véritable gâchis.

Mais parallèlement, ce printemps, la contestation étudiante a redonné un immense souffle à l'engagement social et elle a été porteuse d'un grand espoir. Cette bataille a semé des graines et suscité une volonté claire, dans nos rangs et dans le cœur de la société québécoise engagée, de ne pas baisser les bras.

Ce conflit nous éclaire singulièrement sur ce qui nous attend dans la prochaine période. Disons-le : le mouvement étudiant, rejoignant de la sorte le mouvement Occupy, celui de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, celui que porte l'Alliance sociale sur le deuxième Front, a réveillé tout à la fois des énergies sociales oubliées, mais aussi une droite revancharde capable du pire populisme pour s'imposer.

L'une des difficultés avec lesquelles il faut composer au Québec, c'est stratégie d'une imposition du modèle néo-libéral par petites touches : on annonce à l'avance quelques changements qui peuvent apparaître mineurs, comme une taxe santé et une hausse des droits de scolarité, en comptant que l'ampleur mesurée de ces changements et que les délais d'application empêcheront une levée de boucliers. Les étudiants ont réagi à cela avec courage : nous leur disons merci.

Le Québec fait ainsi écho à une situation mondiale, où on sent clairement un mouvement qui se lève pour s'opposer au néolibéralisme, cette idéologie qui a érigé le libre marché en système et qui a fait du profit le paradigme d'organisation des rapports humains. Face à cela, le syndicalisme, s'il parvient à se concerter avec les mouvements sociaux, et parce qu'il est fort et organisé, représente un véritable espoir de changement.

## PROGRESSER

Le conflit étudiant a polarisé la société québécoise, mais il a eu aussi des effets similaires dans nos rangs. Il y a longtemps que nous n'avions pas reçu autant de remarques, de courriels et de coups de téléphone indignés, ou bien parce que nous osions nous prononcer dans le débat et qu'on nous y trouvait trop présent, ou à l'inverse parce qu'on jugeait que compte tenu de l'importance de l'enjeu, la FNEEQ n'en faisait pas assez.

La poussière n'est pas encore retombée, mais nous croyons avoir pris dans ce conflit les bonnes décisions. Nous avons soutenu sans réserve le mouvement étudiant, suscité une mobilisation dans nos rangs et supporté très activement la mobilisation qui s'est développée en parallèle, chez les profs contre la hausse.

Dans un tel contexte de crise sociale, il est absolument normal que nous ayons suscité des réactions. C'est même une bonne chose. Mais nous croyons fermement qu'il ne faut pas à cet égard en rester là. Au contraire. Le mouvement syndical en général et la FNEEQ en particulier doivent saisir au vol ces réactions pour en faire les vecteurs d'une meilleure unité et d'une meilleure efficacité syndicale.

À celles et à ceux qui se sont montrés surpris, voire outrés, de voir la FNEEQ intervenir de manière aussi directe et aussi engagée, il faut rappeler que l'engagement syndical procède d'une volonté tout à fait légitime d'agir sur le devenir de la société, mais ce, sur la base de consensus démocratiques d'abord obtenus dans nos rangs. Il faut leur rappeler que les positions que nous avons prises l'ont été d'abord dans les assemblées, puis dans les conseils fédéraux. Il faut les écouter et non les marginaliser, il faut leur réexpliquer le fonctionnement syndical et la démocratie syndicale, il faut les convier à y participer de manière pleine et entière. Nous pourrions commencer dès ce congrès à réfléchir à la meilleure manière de le faire.

Bref, il faut voir dans les critiques de notre engagement une occasion de rejoindre celles et ceux qui s'en sont éloignés, pour les convaincre que les enseignantes et les enseignants, s'ils ont à l'évidence un devoir de réserve dans l'exercice direct de leurs fonctions, ne peuvent pas se désintéresser de l'avenir de la société qui sera formée demain par celles et ceux à qui ils enseignent, et qu'ils ont le devoir non seulement d'instruire, mais de préparer à l'exercice de la citoyenneté. En agissant sur la société, les syndicats agissent aussi pour améliorer les conditions sociales de leurs membres et de la société tout entière. Si des gains obtenus sur le front de la négociation des conditions de travail sont annihilés par des décisions politiques, nous ne sommes pas plus avancés, comme travailleuses et travailleurs.

À celles et à ceux qui trouvent que nous n'en avons pas fait assez, il faut réexpliquer les contingences de la représentation syndicale et les risques importants que comporte un activisme d'appareil. Mais il faut surtout les convaincre d'investir le mouvement, dont elles et ils pourraient fort bien devenir les forces vives, quitte à transformer au passage l'espace syndical. Bref, il faut voir dans les critiques d'une tiédeur perçue l'occasion de mieux faire comprendre la nécessité de poursuivre dans nos rangs la sensibilisation nécessaire à une action politique encore plus marquée.

Les réactions au conflit étudiant sont parfaitement cohérentes avec ce que nous avons constaté au cours de notre tournée pré-congrès. La FNEEQ est en santé. Ses membres l'apprécient en général et nous passons à bon droit pour une organisation active et militante, qui dispense d'excellents services.

Mais la question du renouveau syndical, qui a été le thème central du dernier congrès de la CSN, se pose aussi chez nous. L'arrivée d'une imposante cohorte de jeunes enseignantes, enseignants et chargé-es de cours pose à la FNEEQ un beau problème et commande que nous prenions les mesures nécessaires pour relancer le syndicalisme enseignant.

Nous disposons d'un patrimoine remarquable de réflexions, d'orientations et de positions. Mais les plus belles positions du monde resteront lettre morte si nous ne développons pas, parallèlement, nos capacités à agir pour les défendre et obtenir leur mise en œuvre : pour reprendre les mots de Marcel Pepin, on ne gagne pas parce qu'on a raison, encore faut-il avoir la force d'avoir raison.

Et cela est tout aussi vrai sur le plan local qu'au niveau national. Le syndicalisme ne peut attirer que s'il est perçu comme un lieu où se préparent les changements et par lequel ils arrivent. Dès lors il faut en premier lieu conquérir, ou re-conquérir, améliorer ou consolider, selon nos cultures et les histoires locales, ce pouvoir légitime dont devrait jouir dans nos établissements le syndicat des enseignantes et des enseignants, ou le syndicat des chargé-es de cours.

C'est ce pouvoir qu'on veut nous enlever petit morceau par petit morceau, dans la mouvance d'une mise au pas de l'éducation.

Au plan national, nous nous devons d'offrir à nos membres une perspective d'action et de changement. Voilà pourquoi nous avancerons durant ce congrès l'idée de relancer les intervenants majeurs, dans le monde de l'éducation, en vue de construire avec eux un levier politique susceptible de mettre de l'avant, de manière proactive, nos projets communs pour faire de l'éducation publique une véritable priorité nationale.

La tournée pré-congrès a permis de constater dans nos syndicats une volonté d'agir, dont nous pouvons faire le pari qu'elle existe aussi au sein d'autres organisations syndicales. Les membres n'ont que faire des frilosités syndicales d'appareils : il faut pouvoir impliquer la base, lui ouvrir un espace et s'en réclamer ensuite pour infléchir le cours des choses.

## **CAMARADES,**

Nous allons, au cours de ce congrès, établir les grands axes de travail de nos comités fédéraux. Poursuivre nos actions pour une égalité pleine et entière des femmes, pour une meilleure solidarité internationale, pour un renforcement de notre implication concernant l'environnement, la santé et à la sécurité au travail, et la précarité. Nous allons arrimer les travaux du comité école et société aux préoccupations et aux grands projets des regroupements.

Mais au-delà de ce programme, nous allons mettre nos énergies au service de notre projet central. Nous voulons une école généreuse. Une école qui a les moyens d'être généreuse. Généreuse de son temps, de son ouverture aux différences, des potentialités qu'elle offre, généreuse d'une approche qui tienne compte de l'ensemble du développement de la personne.

Nous avons du pain sur la planche, mais nous avons aussi de l'énergie à revendre et la FNEEQ peut compter sur le respect des autres organisations, qu'elles soient syndicales, civiles ou communautaires.

Les gens qui sont réunis ici, pour l'ouverture du 30<sup>e</sup> Congrès de la FNEEQ, représentent le cœur de l'une des plus grandes et des plus belles organisations syndicales du Québec, une fédération qui se tient debout et que j'ai été très fier de présider au cours du dernier mandat.

Camarades,

Bon congrès, bons débats!

Vive le Conseil central de la Montérégie,

Vive la CSN et surtout,

Vive la FNEEQ!